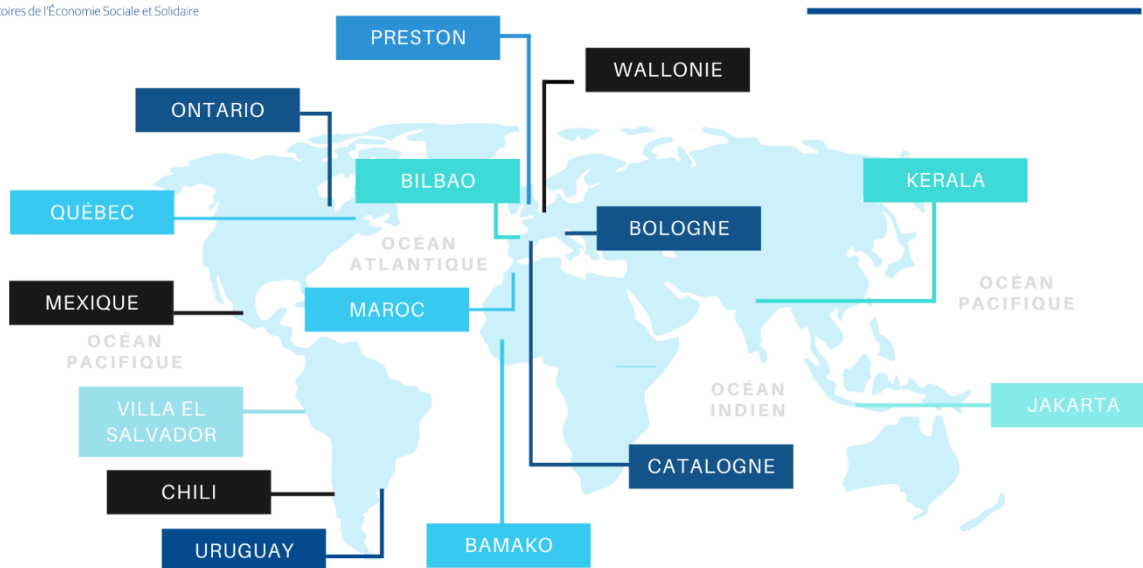


## Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3<sup>ème</sup> année en 2023 en partenariat avec le Global Social Economy Forum.

### Les politiques de l'ESS : une approche comparée



## Jakarta

par Morgane Thomas, Blanche Vierne-Duval, Thomas Jaunet, Julianne Jourdain

Jakarta n'est pas seulement le siège du pouvoir central et la capitale du pays. Cette ville est aussi le cœur d'une province à part entière, avec 5 municipalités et 1 département, disposant de prérogatives très conséquentes au niveau local et de ses propres administrations. C'est ce qui constitue le territoire spécial de la capitale Jakarta depuis la décentralisation, initiée dans les années 1990, pour accompagner la transition démocratique du pays qui sortait alors d'une dictature. Les lois numéro 22 et 25 de 1999 l'ont par exemple acté, en associant davantage les citoyens et plus généralement la société civile à l'élaboration des politiques publiques. L'inclusivité et la démocratie sont ainsi devenus des valeurs clés, y compris pour les politiques de développement. Nous nous intéresserons ici surtout aux acteurs qui mettent en œuvre ces politiques de développement basées sur les ODDs de l'ONU, l'appellation ESS ne faisant pas grand sens sur le plan légal en Indonésie. Les profils de ceux qui participent à cette démarche sont très diversifiés.

En premier lieu, il faut évoquer la place des pouvoirs locaux dans la construction de ces politiques. Malgré la mise en place de réformes poussées pour leur donner davantage de moyens d'action et ouvrir la gouvernance, les résultats ont été décevants (Van Voorst, 2016). Le manque de financement fragilise l'exercice des compétences. Les réponses des pouvoirs locaux aux exigences de développement et aux besoins de la population locale sont ainsi limitées. De plus, en raison de la culture politique locale et de l'histoire du pays, les citoyens éprouvent une défiance à l'égard du personnel politique et ont donc tendance à contourner l'appareil politico-administratif pour résoudre les problèmes auxquels ils font face. Le secteur informel et le patronage sont privilégiés. Ainsi, Roanne van Voorst (2016) a par exemple montré que face aux catastrophes climatiques, et en particulier aux inondations qui touchent de plus en plus les populations vulnérables, les habitants n'attendent pas l'alarme officielle pour se prévenir les uns les autres du danger à venir et s'organiser pour y faire face. Les organisations religieuses et les réseaux de solidarité qui naissent de ces mobilisations jouent aussi un rôle en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus, à travers le zakat (impôt islamique sur le capital, aumône légale) par exemple (Beik, 2010). Il ne faut donc pas négliger, dans la mise en œuvre des objectifs de développement, le rôle du secteur informel pour améliorer les conditions de vie de la population.

Des organisations formelles interviennent aussi. Elles émanent en revanche la plupart du temps d'acteurs non-résidents, telles que des organisations régionales, internationales ou encore des ONGs extérieures. Les politiques de développement à Jakarta sont ainsi construites, soutenues, voire même mises en œuvre par des organismes comme l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), l'ASACR (Association sud-asiatique pour la coopération régionale), la BIMSTEC (Bay of Bengal Initiative for Multi Sectoral Technical and Economic Cooperation) ou même la Banque Mondiale. Cette dernière a par exemple mis en place plusieurs programmes de développement nommés Keccamatan (KDP). Elles visaient à renforcer les capacités des communautés villageoises à mettre en place ces politiques de développement, dans la transparence et la responsabilité, afin de réduire la pauvreté par exemple (Li, 2006). Ces organisations ont aussi cherché à développer l'entrepreneuriat social au niveau local afin qu'un réseau d'entreprises sociales se tisse, en s'appuyant sur Ashoka et l'AKSI, l'association des entreprises sociales d'Indonésie créée en 2009.

### **Modèles et cadres juridiques des politiques d'ESS à Jakarta**

Malgré son développement économique rapide, on considère que l'Indonésie est toujours un pays en développement caractérisé par de fortes inégalités et une pauvreté importante au sein de la population. L'économie sociale et solidaire joue un rôle déterminant pour y faire face. Pour cela, le mode d'organisation qui prévaut est celui des coopératives. Historiquement, elles sont apparues parallèlement aux mouvements indépendantistes et nationalistes et ont été au cœur du développement du pays. Dès 1945, la Constitution mentionne ainsi un "esprit des coopératives" et indique dans son article 33 que "l'économie nationale doit s'organiser sur une base de coopératives". En 1992, une loi vient préciser l'existence de quatre types de coopératives : coopératives de consommateur, coopératives de production, coopératives de service et coopératives de prêt et d'emprunt, ces dernières étant les plus courantes. On peut donner l'exemple de la coopérative Sejahtera, qui regroupe des femmes ouvrières pour faire face aux créanciers à travers une banque solidaire comprenant une ambition féministe (Aleksic, 2018).

En 2012, une nouvelle loi est votée pour tenter de faire évoluer le modèle juridique des coopératives d'une dimension familiale à une dimension plus individuelle, mais elle est réfutée par la Cour constitutionnelle qui juge que cela détruirait "l'esprit constitutionnel des coopératives [...] basés sur le principe du gotong royong [assistance mutuelle]" (Sahbani et Rahman, 2014). De manière générale, cela illustre tout de même le rôle central de l'Etat dans la régulation et le contrôle des coopératives. Dans un contexte néolibéral, avec notamment une marchandisation des services publics et des aides (Dietrich, 2014), le gouvernement promeut ainsi une logique davantage managériale pour la gestion des coopératives.

Si l'on veut dresser une typologie des modèles d'économie sociale et solidaire en Indonésie de façon globale, on peut en distinguer quatre (Pratano, Pramudija et Sutanti, 2019). Le premier est le modèle entrepreneurial, dont on peut citer l'exemple d'IBEKA, une initiative fondée par un petit groupe d'étudiants devenue une large organisation dans le secteur électrique. Le deuxième modèle est celui des coopératives sociales, qui émergent d'organisations au sein de la société telles que les groupes religieux ou les organisations professionnelles. Elles visent principalement à apporter des financements ou des services aux communautés locales. Ensuite, le troisième modèle regroupe les entreprises de développement communautaire, qui soutiennent les changements en faveur de la population et promeuvent l'équité sociale. Enfin, le quatrième modèle correspond aux entreprises sociales fortement orientées vers le marché.

Depuis 2015, les entreprises sociales sont reconnues avec l'introduction d'un projet de loi par le gouvernement auprès du Dewan Perwakilan Rakyat (chambre basse du Parlement). Elles doivent avoir "pour vision et mission de résoudre des problèmes sociaux et/ou de promouvoir des changements positifs pour le bien-être de la société et de l'environnement par le biais d'activités ayant un impact mesurable, et qui réinvestit la majorité de ses bénéfices pour soutenir sa mission" (British Council et al., 2018). Au niveau de Jakarta même, ces mesures sont régulées par la réglementation GOV 2/2020, s'inscrivant dans la démarche *+Jakarta* qui souhaite stimuler la participation des habitants. La participation citoyenne est donc un facteur de plus en plus important pour le développement d'initiatives sociales, suivant la logique de décentralisation de la législation en Indonésie. Néanmoins, il est important de souligner à nouveau que la part toujours importante de l'économie informelle rend complexe l'évaluation précise de l'ampleur de l'économie sociale et solidaire à Jakarta.

### **Soutenabilité des démarches d'ESS à Jakarta : financement, éducation et communication**

Au niveau international, de nombreuses sources de financement existent. En plus des acteurs déjà mentionnés (Banque Mondiale, SAARC ou BIMSTEC), divers programmes des Nations Unies opèrent à Jakarta. L'office de l'Unesco à Jakarta a assisté la ville pour la création d'un plan de déploiement des ODDs. L'agence de développement UsAid (Etats-Unis) ou l'AusAid (Australie) appuient différentes initiatives de développement. Au niveau national, le ministère du développement national et de la planification, le ministère des coopératives et des petites ou moyennes entreprises et le ministère des affaires économiques sont compétents. Ils ont permis la création de régulations qui facilitent le développement de l'économie sociale et solidaire. La reconnaissance juridique des entreprises sociales n'a toutefois pour l'instant pas permis le développement de politiques publiques qui les identifient et les favorisent. La plupart des petites et moyennes entreprises sociales peuvent bénéficier des aides pour micro, petite et moyenne entreprises (MSMEs). Elles disposent à la fois de réduction de frais et de cotisations, d'aides en matière de consultation juridique et de formation et d'un meilleur accès aux marchés publics et privés via des obligations de partenariat ou des secteurs réservés (Ministry of National Development Planning, 2022 ; Novirianti & Partners, 2021; Ridwan Maksun et al., 2020). Les entreprises sociales pourront aussi peut-être profiter des fonds apportés par la création de « sukuk verts » (bons du trésor qui respectent les lois islamiques de prêt) qui doivent financer les ODDs (UNDP, 2018). Toutefois, les avantages créés par la réglementation ne sont pas limités qu'aux entreprises qui opèrent dans le cadre de l'économie sociale et solidaire puisqu'ils sont destinés à toutes les MSMEs. Les entreprises sociales de taille intermédiaire sont à l'heure actuelle exclues de tout avantage économique, contrairement aux plus grosses entreprises sociales qui bénéficient souvent de fonds de charité ou des programmes de développement (British Council, 2021). Les acteurs de l'économie sociale et solidaire peuvent d'autre part accéder à des fonds privés. Déjà mentionné plus tôt, le *Zakah* estimé à plus de 100 milliards d'euro par an pourrait supporter un nombre important d'interventions en matière de développement durable (Asmalia et al., 2018). Des programmes existent aussi de la part de banques comme la Banque Islamique de développement ou DBS Bank. DBS Bank a ainsi développé depuis 2015 des partenariats pour appuyer les entreprises sociales (Bidet et al., 2019, p. 4). De nombreuses fondations interviennent aussi en Indonésie et à Jakarta en particulier, pas seulement pour apporter un appui financier.

Les programmes qui soutiennent les initiatives d'économie sociale et solidaire ont en parallèle une approche qui vise à former et à renforcer les capacités des acteurs de l'ESS, mais aussi à renforcer les connaissances et l'évaluation sur les initiatives de développement. En matière d'éducation, le British Council associé à l'Arthur Guinness Foundation et DBS Bank ont organisé depuis 2015 des stages d'initiation et des workshops sur le thème des entreprises sociales avec des compétitions de start-ups (Bidet et al., 2019). En tout, plus d'une centaine de formations ont été dispensées à Jakarta DKI (British Council, 2017). Au niveau de la ville de Jakarta elle-même, Platform Usaha Sosial (PLUS), Jakarta Social Entrepreneur, Kinara impact accelerator, UnLtd Indonesia et Impact Hub Jakarta sont des acteurs importants de l'innovation et de l'entreprise sociale à Jakarta (USAID, s. d., voir **Annexe 5**). Les autorités locales sont aussi en mesure de former à l'entrepreneuriat avec la nouvelle réglementation sur les MSMEs (Media Jaya, 2020), mais là encore, ces formations ne sont pas exclusives à l'ESS même si elles entretiennent des liens. D'autre part, les organisations privées mentionnées plus tôt ont noué depuis quelques années des partenariats avec des universités qui supportent des travaux de recherche sur l'innovation sociale et l'évaluation des programmes de développement communautaire (Bidet et al., 2019). Ces travaux, en plus d'efforts de communication et mise en réseau, permettent de soutenir le travail

politique de mise sous statut des initiatives de l'ESS (Pybus, 2021). L'University of Indonesia et Bina Nusantara University à Jakarta sont particulièrement actives en la matière. Ces recherches sont réalisées en parallèle des travaux d'évaluation par les pouvoirs publics à Jakarta sur leur mise en œuvre des ODDs implémentés depuis le plan de développement à moyen terme de 2018-2023.

### **Bibliographie :**

Aleksic, K. (2018). Les coopératives en Indonésie : perspectives historiques et enjeux contemporains: L'exemple de la coopérative des ouvrières « Sejahterah ». *L'Homme & la Société*, 206, 357-374. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0357>

Beik, I. S. (2010). Economic role of zakat in reducing poverty and income inequality in the province of DKI Jakarta, Indonesia :case study of the government board of zakat and Dompot Dhuafa Republika. *210.48.222.250*. <http://210.48.222.250/handle/123456789/3113>

British Council. (2017). *Global Social Enterprise Programme*. [https://www.unescap.org/sites/default/files/2.%20Paul%20Smith%20BE\\_British%20Council\\_Presentation.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/files/2.%20Paul%20Smith%20BE_British%20Council_Presentation.pdf)

British Council. (2021, juillet 28). *Supporting Social Enterprise in Indonesia*. Devlopping Inclusive and Creative Economies. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-jakarta/documents/meetingdocument/wcms\\_815538.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-jakarta/documents/meetingdocument/wcms_815538.pdf)

British Council, UNESCAP, Minister of National Development, & PLUS. (2018). *Developping an Inclusive and Creative Economy, The State of Social Enterprise in Indonesia* (p. 18). [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/the\\_state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_indonesia\\_british\\_council\\_web\\_final.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/the_state_of_social_enterprise_in_indonesia_british_council_web_final.pdf)

Cybrivsky, R., & Ford, L. R. (2001). City profile : Jakarta. *Cities*, 18(3), 199-210. [https://doi.org/10.1016/s0264-2751\(01\)00004-x](https://doi.org/10.1016/s0264-2751(01)00004-x)

Defourny, J., & Kim, S. (2011). Emerging models of social enterprise in Eastern Asia: a cross-country analysis. *Social Enterprise Journal*, 7(1), 86-111. <https://doi.org/10.1108/17508611111130176>

Dietrich, J. (2014). Néolibéralisation des politiques de traitement de la pauvreté à Jakarta, des inégalités aux injustices. *Justice spatiale, Ville, néolibéralisation et justice*, 6. hal-02024060

Guay, J. (19 Mai 2017). L'Indonésie mène la politique des ODD avec un jeu de traduction externalisé. [En ligne], consulté le 18 décembre 2022. URL : <https://apolitical.co/solution-articles/fr/l-indonesie-conduit-le-jeu-de-traduction-crowdsourcing-de-la-politique-sdg>

Li, T. M. (2006). Neo-Liberal Strategies of Government through Community: The Social Development Program of the World Bank in Indonesia. *Tspace.library.utoronto.ca*. <https://tspace.library.utoronto.ca/handle/1807/67415>

Media Jaya. (2020). *Jakpreneur to Enhance The Lives of Jakartans* (p. 23) [Rapport d'information]. Provincial Government of DKI Jakarta. [https://jakita.jakarta.go.id/media/download/eng/edisi\\_3\\_2020.pdf](https://jakita.jakarta.go.id/media/download/eng/edisi_3_2020.pdf)

Ministry of National Development Planning. (2022). *Public Private Partnership, infrastructure projects plan in Indonesia* [Policy paper]. [https://perpustakaan.bappenas.go.id/e-library/file\\_upload/koleksi/migrasi-data-publikasi/file/Policy\\_Paper/PPP%20Book%202022.pdf](https://perpustakaan.bappenas.go.id/e-library/file_upload/koleksi/migrasi-data-publikasi/file/Policy_Paper/PPP%20Book%202022.pdf)

Novirianti & Partners. (2021). *Micro, small and medium enterprises: Licensing, benefits, and waivers under government regulation NO. 7/2021* [Policy Brief]. [https://www.nandp.or.id/eng/files/Micro,%20Small,%20Medium%20Enterprises\\_%20Licensing,%20Benefits,%20and%20Waivers%20Under%20Government%20Regulation%20No.%207\\_2021.pdf](https://www.nandp.or.id/eng/files/Micro,%20Small,%20Medium%20Enterprises_%20Licensing,%20Benefits,%20and%20Waivers%20Under%20Government%20Regulation%20No.%207_2021.pdf)

Pratano, A.H., Pramudija, P. et Sutanti, A. (2019). Social enterprise in Indonesia: emerging models under transition government, *Social Enterprise in Asia: theory, models and practice* (édité par Bidet, E., Eum, H. et Ryu J.), Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429265761>

Pybus, J. (2021, juin 7). *First global social enterprise census reveals 'one of the largest movements of our time'*. <https://immersives.pioneerspost.com/how-many-social-enterprises-worldwide/>

Ridwan Maksum, I., Yayuk Sri Rahayu, A., & Kusumawardhani, D. (2020). A Social Enterprise Approach to Empowering Micro, Small and Medium Enterprises (SMEs) in Indonesia. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 6(3), 50. <https://doi.org/10.3390/joitmc6030050>

Sahbani, A. et Rahman, A. (2014). Cooperatives law revoked: out with the new, in with the old, *Hukumonline*. <http://en.hukumonline.com/pages/lt538c58764be8f/cooperatives-law-revoked-out-with-the-new-in-with-the-old>

UNDP. (2018). *Indonesia's green bond & sukuk Initiative*. UNDP Climate Promise. <https://climatepromise.undp.org/research-and-reports/indonesias-green-bond-sukuk-initiative>

UN.ESCAP, & Finance, R. of I. M. of. (2014). Right-based and people-centered sustainable development financing : a collation of Interventions of Civil Society representatives. *Repository.unescap.org*. <https://repository.unescap.org/handle/20.500.12870/3067>

USAID. (s. d.). *Country report: Indonesia* (p. 35). USAID. [https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA00TFS1.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00TFS1.pdf)

Van Voorst, R. (2016). Formal and informal flood governance in Jakarta, Indonesia. *Habitat International*, 52, 5–10. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2015.08.023>

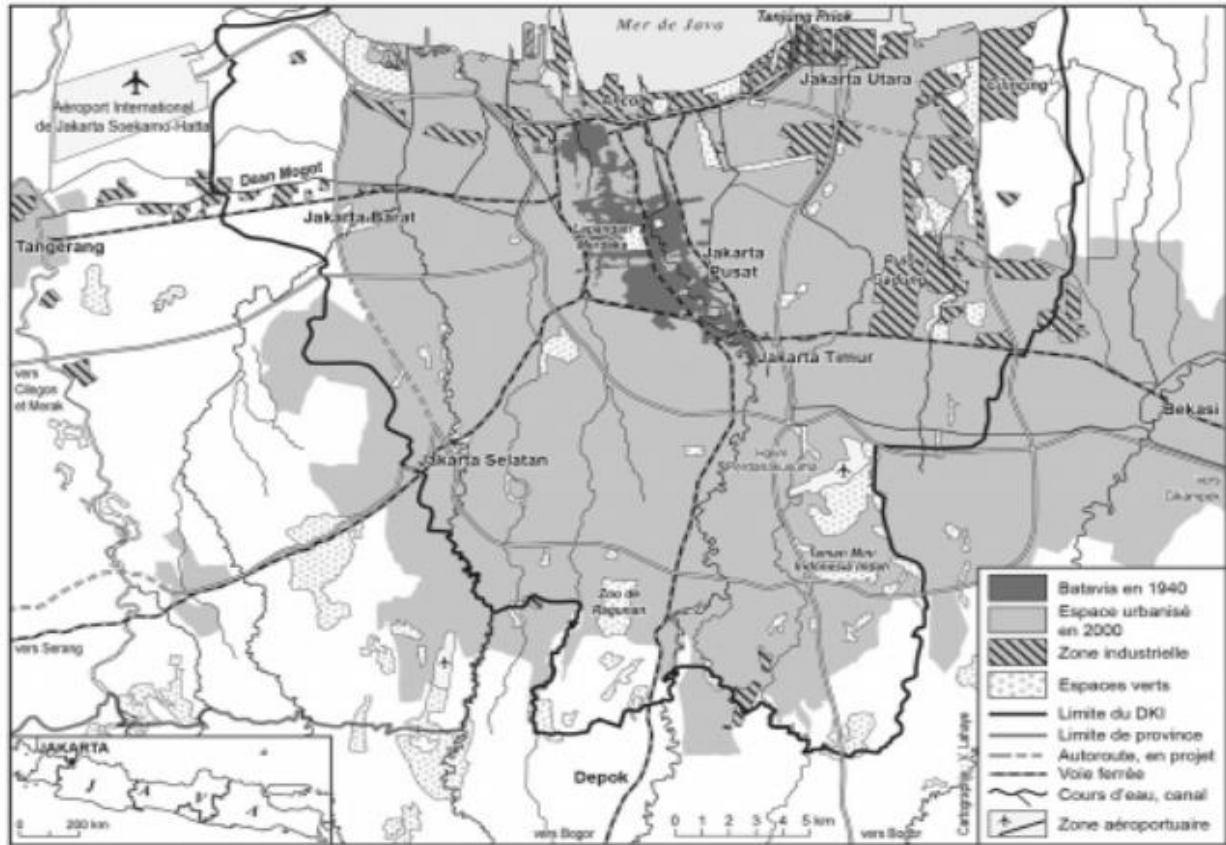
Wong, T. et Sevin, O. (Janvier-Mars 2013.). « Faut-il abandonner Jakarta ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 261 | mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 18 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/6760> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.6760>

(s.d.). Noyade dans les déchets – le cas d'Indonésie. Woima. [En ligne]. Consulté le 19 décembre 2022. URL : <https://woimacorporation.com/noyade-dans-les-dechets-le-cas-dindonesie/#:~:text=La%20capitale%2C%20Jakarta%2C%20compte%20plus,les%20d%C3%A9charges%20et%20les%20d%C3%A9potoirs.>

### **Annexes :**

**Annexe 1 :** Carte détaillant l'évolution de Jakarta à travers les zones urbanisées, industrialisées ainsi que les zones portuaires et la création d'autoroutes, de voies ferrées ou encore de canaux.

Figure 3 – « Grand Jakarta »



Agrandir Original (jpeg, 552k)

Sources : 1 – Plattegrond van Batavia, 1:20 000, Batavia, 1935. 2 – Jabotabek, 1/70 000, Jakarta, C.V. Pradika, 2000.

**Annexe 2** : Liste des avantages et bénéfices offerts par la réglementation NO 7/2020 qui profite aux MSMEs. Les entreprises sociales prenant souvent la forme de MSMEs, ces mesures permettent de faciliter le développement et la soutenabilité financière des MSMEs (Novirianti & Partners, 2021).

#### 4. **Benefits and Waivers for MSMEs**

**Article 2 of GR No. 7/2021** stipulates that the central and regional governments are responsible for the protection and empowerment of MSMEs by providing benefits and waivers not available to large businesses, as follows:

- a. Free legal assistance for Micro and Small Enterprises ("MSEs") (**Article 48 of GR No. 7/2021**), including:
  - Socialization of new laws/regulations;
  - Legal consultation;
  - Mediation;
  - Preparation of legal documents; and
  - Legal aid outside of court.
- b. Publication of MSMEs' data through a publicly-accessible information system (**Article 58 GR No. 7/2021**);
- c. Reservation of strategic areas in public infrastructure for the promotion and development of MSEs (**Article 60 GR No. 7/2021**);
- d. 50% reduction in Intellectual Property Rights registration fees for MSEs (**Article 79 GR No. 7/2021**);

**NOVIRANTI  
& PARTNERS**

- e. Obligation for ministries/non-ministerial government institutions and regional officials to allocate at least 40% of the corresponding budget to use MSEs' goods/services from domestic production in the procurement of goods and/or services (**Article 81 GR No. 7/2021**);
- f. Free training and assistance in the usage of financial accounting applications MSEs (**Article 88 GR No. 7/2021**);
- g. Allocation of specific business sectors to MSMEs. In some projects, large enterprises are obliged to have partnership with MSMEs (**Article 89 GR No. 7/2021**). The list of the business sectors is provided in Annex II of Presidential Regulation No. 10 of 2021 on Business Sectors for Investment ("PR No. 10/2021"). Additionally, Article 12 of the Law No. 25 of 2007 on Investment as amended by the Job Creation Act stipulates that 'closed investment sectors' also apply to MSMEs;
- h. General minimum wage rules do not apply to MSEs. For MSEs, the wage must be at least 50% of the average public consumption at the provincial level, and at least 25% above the poverty line in the provincial level (**Article 101 GR No. 7/2021 jo. Article 36 of Government Regulation No. 36 of 2021 on Remuneration**) Said figures are decided by data provided by the Central Statistics Bureau.

**Annexe 3 :** Autres avantages offerts par différentes réglementations en faveur des MSMEs en plus de la réglementation NO 7/2020 (Ridwan Maksum *et al.* 2020).

**Table 2.** Indonesian MSME empowerment policy.

No	Name of the Policy	Policies Form
1	Credit Grants	Credit Investment Scheme (KIK), Credit for Permanent Working Capital (KMKP), Credit for Small Enterprises Scheme (KUK), Village Credit Scheme (KUPEDES).
2	Banking/Financial Institutions	Establishing financial institutions in villages.
3	Manufacturing	Manufacturing cooperatives for SMEs (KOPINKRA) in industrial area or small industrial neighborhood (LIK).
4	Partnership between SMEs and industries	Partnership between SMEs and large companies (business and export consultation).

Source: ([36], p. 9).

**Annexe 4 :** Estimation de l'allocation de la *Zakah* en Indonésie. Elle représente en 2015 plus de 100 milliards d'euros. Amelia *et al.* s'intéresse à la possible réallocation de ces fonds pour la réussite des ODDs. Beaucoup d'organisations de développement profitent de ces fonds.

**Table 1.** Proportion of *Zakah* Allocation Fund based on Distribution Sectors

No	Sectors	2015 (in Rupiah)	%	2016 (in Rupiah)	%
1.	Economy	338,030,622,008	15.01	493,075,489,398	18.30
2.	Education	458,195,272,997	20.35	842,980,341,134	31.28
3.	Dakwah	334,749,823,815	14.87	418,454,281,897	15.53
4.	Health	191,419,750,663	8.50	226,004,399,823	8.39
5.	Social	929,239,276,062	41.27	714,267,956,361	26.51
TOTAL		2,251,634,745,545	100	2,694,782,468,613	100

Source: Indonesia Zakat Outlook, 2017



**Annexe 5 :** Principaux acteurs de l'ESS en Indonésie. Platform Usaha Sosial (PLUS), Jakarta Social Entrepreneur, Kinara impact accelerator, UnLtd Indonesia et Impact Hub Jakarta opèrent à Jakarta, principalement en matière d'expertise ou de montée en capacité. (USAID)

Categories of Ecosystem Players	List of Organizations
1. Policy Makers	There is no government department or unit focused on social enterprises. The most relevant ministries are the Ministry of Cooperatives and Small Medium Enterprises.  BEKRAF, the creative economy agency, is providing some support to social enterprises (SEs), though it does not target SEs specifically.
2. Professional and Support Services Providers	Ashoka Indonesia British Council Boston Consulting Group (BCG) PwC pro-bono consulting Impact Hub Jakarta
3. Capacity Builders	UnLtd Indonesia
a) Incubator/accelerators	Kinara impact accelerator Endeavor Indonesia Platform Usaha Sosial (PLUS) YCAB Foundation Ciputra-GEP Incubator Kolaborasi
b) Educators of social entrepreneurship/ awareness builders	British Council Ashoka Indonesia Endeavor Indonesia  Social Enterprise for Economic Development (SEED) Program conducted by School of Business and Management ITB in partnership with the Asia Research Center of the University of St. Gallen.
c) Facilitators of learning and exchange platforms for social enterprises	Platform Usaha Sosial (PLUS) Asosiasi Kewirausahaan Sosial Indonesia (AKSI) Jakarta Social Entrepreneur
4. Research Institutes	Dedicated local research institutes are absent.  Regional and international organizations such as International Comparative Social Enterprise Models (ICSEM), Institute for Social Entrepreneurship in Asia (ISEA), and Asian Venture Philanthropy Network (AVPN) have contributed to the literature on the sector.
5. Network Providers	Angel Investment Network Indonesia (ANGIN) Platform Usaha Sosial (PLUS)
6. Fund Providers	ANGIN Kinara Indonesia Crevisse Partners YCAB Ventures Kitabisa, Igrow (Crowdfunding Platforms) Patamar capital Kinara Mercy Corps Social Ventures  There are multiple regional and international grant providers and investors active in Indonesia.
7. Competition Organizers	DBS Social Ventures UnLtd Indonesia (last held in 2016) Danone Young Social Entrepreneur (last held in 2015) British Council and Arthur Guinness Foundation (Community Entrepreneur challenge, last held in 2014) Singapore International Foundation
8. Conference	ASEAN Conference on Social Entrepreneurship Sankalp Southeast Asia Summit

**Annexe 6 :** Détail de l'offre de formation du programme public Jackpreneur. Selon la typologie de modèle de financement des entreprises sociales de Pratano *et al.*, le plus grand défi pour ces entreprises n'est pas nécessairement l'accès au financement public puisque que peu en demandent, mais plutôt la formation et le manque de reconnaissance. La montée en capacité est donc essentielle pour permettre aux acteurs de l'ESS de proposer des initiatives soutenables en étant au fait des régulations qui favorisent leur développement. (Media Jaya, 2020).

### Types of Trainings in Jakpreneur

#### 1) Basic Training

Trainings are required for those who have applied as Job Seeker and Business Starter in these stages:

- A. Motivation and Entrepreneurship
- B. Business Idea and Concept
- C. Consumer Information Service System (SLIK), IUMK, BPJS (Health Care and Social Security) trainings-
- D. Basic Fund Planning, Developing and Reporting through application

#### 2) Hard Skill Trainings

Required for those who have applied as Job Seeker.

#### 3) Advance Trainings

Required for the promoted entrepreneurs who want to develop their business with the following trainings:

- a) Business Development Orientation.
- b) Specialization Skill Development and Business Management

Infographic/Fandy A.

**Annexe 7 :** Carte interactive réalisée par PLUS qui répertorie les initiatives d'entreprises sociales existantes à Jakarta et en Indonésie plus largement. Ces cartes permettent la mise en réseau des organisations entre elles et promeuvent donc la circulation d'information dans la province et dans le reste du pays.

